

Le regard du monde tourné vers la Catalogne



Ces dernières heures, des images étonnantes de la brutalité policière ordonnée par le gouvernement espagnol, présidé par Mariano Rajoy, contre la population catalane qui a participé hier à une consultation populaire pour décider sur son éventuelle indépendance et se déclarer une république souveraine, ont fait le tour du monde.

Des gardes civils et des agents de la police nationale, équipés comme pour aller à la guerre, ont réprimé les personnes qui essayaient de voter pour répondre à la question « Voulez-vous que la Catalogne soit un état indépendant sous forme de République? »

Suivant les ordres de Madrid, les agents ont brisé des fenêtres et des portes dans les bureaux de vote et ils ont réussi à saisir les urnes dans quelque 400 d'entre eux. Ils ont également traité avec excès les personnes qui essayaient d'exercer leur droit au vote ce qui a fait près de 900 blessés.

Malgré cela, les autorités catalanes ont fait savoir que 2 262 000 citoyens ont réussi à voter dont 90% ont dit « oui » à l'indépendance et 7,87% ont préféré continuer à faire partie de l'Espagne.

Bien que les résultats soient favorables aux autorités catalanes qui ont promu la consultation et qui ont reçu l'appui de centaines de milliers de personnes dans toute la région catalane, celui qui entrera dans l'histoire comme le grand perdant sera le gouvernement de Mariano Rajoy que de nombreux secteurs à

l'intérieur et à, l'extérieur de l'Espagne critiquent durement pour la brutalité de la police.

Et c'est que, sans se rendre compte, le président du gouvernement espagnol, depuis qu'il a commencé ses actions pour essayer d'empêcher le référendum, qui ont inclus l'arrestation de fonctionnaires publics et la saisie de matériel électoral, n'a fait que déplacer le centre du débat, qui est passé de la lutte pour la souveraineté au droit élémentaire d'exprimer une opinion ou d'avoir la liberté de choisir?

Pour beaucoup, ce dimanche en Catalogne, il ne s'agissait plus de voter oui ou non, mais tout simplement d'avoir le droit de voter, quelque chose pour laquelle Madrid n'a pas eu suffisamment de vision.

Comme l'a dit le leader de gauche et ex candidat français à la présidence, Jean-Luc Mélenchon, l'état espagnol a perdu le sang froid. Pour sa part, le premier ministre de la Belgique, Charles Michel a indiqué que la violence ne peut jamais être la réponse.

Au point où en sont les choses nous nous posons la question suivante : si les images de policiers battant des hommes, des femmes et des personnes âgées avaient été prises à Caracas, à La Paz, à Quito ou à Managua que serait-il en train de se passer maintenant à l'ONU ou au sein de l'OEA, l'Organisation des États Américains discréditée?

Dans ces capitales cela n'arrivera jamais mais, au cas où, une intervention humanitaire pour protéger la société civile serait sûrement en train de se préparer.

Il se peut que les conséquences de la malheureuse décision de Rajoy d'avoir de cette façon recours à la police n'aient pas aussi bien été définies comme l'a fait un footballeur, Gerard Piqué lorsqu'il a assuré qu'après la triste journée de ce dimanche les Catalans ne se sont jamais sentis aussi séparés de l'Espagne.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/143077-le-regard-du-monde-tourne-vers-la-catalogne>



Radio Habana Cuba